



Des villageois s'occupent de leurs légumes dans le cadre de l'école d'agriculture de terrain d'Oxfam, conçue pour atténuer les effets du changement climatique au Timor Ouest. Photo : Tom Greenwood

L'ADAPTATION ET L'ENGAGEMENT DE 100 MILLIARDS DE DOLLARS

Pourquoi les investissements privés ne peuvent pas remplacer le financement public pour répondre aux besoins cruciaux liés au changement climatique

Les financements privés ont un rôle essentiel à jouer dans la riposte mondiale au changement climatique, mais ils ne sauraient remplacer les financements publics. Les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 afin de soutenir les initiatives d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans les pays en développement. Le fait de dépendre de fonds privés plutôt que publics pour atteindre ces objectifs de financement constitue un triple coup dur pour l'adaptation pro-pauvres. Les financements privés auront du mal à satisfaire les besoins essentiels en matière d'adaptation des populations pauvres et marginalisées ; ils privilégient très largement l'atténuation plutôt que l'adaptation ; et ils privilégient aussi les pays en développement les plus riches plutôt que les moins avancés. La 19^e Conférence des parties, qui se tient à Varsovie, doit s'engager à accroître les financements publics destinés à l'adaptation afin que les pays et communautés les plus pauvres du monde ne soient pas privés du soutien promis à l'adaptation.

1 INTRODUCTION

Le changement climatique est une menace immédiate, sérieuse et croissante pour le développement, qui rend de plus en plus difficile et coûteuse la lutte pour éradiquer la pauvreté. Le financement international de la lutte contre le changement climatique est essentiel pour les efforts déployés à l'échelle mondiale pour faire face au changement climatique. La vie et les moyens de subsistance des femmes et des hommes pauvres de plus en plus exposés aux risques d'inondations, de famine, de sécheresses et de maladies en sont tributaires. Mais la plupart des pays riches ne respectent ni leurs obligations ni leurs engagements à aider les pays en développement à faire face à ce climat plus hostile pour lequel ces derniers sont le moins responsables. Ils aggravent par ailleurs le risque de changement climatique en échouant à réduire leurs émissions suffisamment ou assez rapidement.

Les efforts d'augmentation du financement public se sont enlisés

En 2009, les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation dans les pays en développement. Mais quatre ans plus tard, alors que les pays en développement vulnérables sont secoués par des chocs liés au climat de plus en plus graves et fréquents, il n'y a aucune certitude quant au soutien qu'ils vont recevoir pour s'adapter.

Les efforts en vue d'accroître le financement climat se sont heurtés à un mur lors du sommet international sur le climat de 2012, à Doha. La période de financement à mise en œuvre rapide a touché à sa fin¹ et, à l'issue du sommet, les pays développés n'étaient convenus d'aucun engagement financier collectif pour les années à venir. De plus, seuls quelques pays avaient indiqué le montant de financement climat qu'ils verseraient en 2013-14². L'engagement à long terme à mobiliser 100 milliards de dollars demeure, mais il n'y a ni feuille de route, ni trajectoire ni jalons convenus pour y parvenir. Sans engagements de ce type, le financement climat international risque de diminuer, alors que ce qui est requis, c'est son augmentation urgente et rapide.

Des attentes élevées concernant le financement privé

Les pays développés sont aux prises avec des contraintes fiscales, et la nécessité de mobiliser des financements privés afin de pouvoir respecter l'engagement de 100 milliards de dollars prend de l'ampleur. En 2013, deux réunions ministérielles organisées par les États-Unis et les discussions financières précédant la Conférence des parties se sont concentrées presque exclusivement sur le rôle des financements privés. Les incertitudes flagrantes concernant la mise à disposition de financements publics n'ont guère fait l'objet de discussions.

Les femmes et les hommes en situation de pauvreté sont extrêmement

« Et maintenant la dure réalité : il est peu probable qu'il se produise une hausse notable du niveau global des financements publics dans un avenir proche. »

Todd D. Stern, Envoyé spécial des États-Unis pour le changement climatique, octobre 2013

vulnérables face aux impacts du changement climatique. La manière dont leurs besoins en matière d'adaptation seront satisfaits est une question qui doit être prioritaire au moment de déterminer la façon d'augmenter le financement climat international. Or, jusqu'ici, aucune analyse des besoins des plus pauvres n'a été menée dans le cadre des discussions, et c'est très alarmant. Les efforts fournis pour augmenter les financements privés se sont largement concentrés sur l'atténuation. Il y manque une analyse des barrières et des limites pour les investissements privés dans l'adaptation au sein des pays les plus pauvres, ainsi qu'une compréhension des activités et des bénéficiaires qui sont susceptibles d'en profiter – et, aspect crucial – de ceux qui ne le sont pas.

Un « triple coup dur » pour l'adaptation pro-pauvres

Les coûts initiaux du passage à des économies bas carbone et résilientes au changement climatique sont élevés. Les investissements privés ont un rôle crucial à jouer, étant donné l'échelle du défi que représentent l'adaptation et l'atténuation pour les pays, les économies et les communautés vulnérables³. Mais le présent rapport soutient que les financements privés ne sauraient remplacer les financements publics, et que se limiter à la mobilisation de financements privés pour respecter l'engagement de 100 milliards de dollars ne permettra probablement pas de parvenir à l'adaptation pro-pauvres. De fait, la dépendance excessive vis-à-vis de financements privés menace de nuire à l'adaptation pro-pauvres à trois égards :

- Les financements privés auront du mal à satisfaire les besoins essentiels en matière d'adaptation des populations pauvres et marginalisées dans tous les pays en développement ;
- ils privilégieront les activités d'atténuation, intensifiant le manque d'attention accordée au financement de l'adaptation ; et
- les financements privés privilégieront les pays en développement les plus riches parce que ces derniers sont plus à même d'absorber des investissements privés.

Ces pays ne doivent pas être privés de la part de soutien essentiel qui leur revient. Le résultat de la 19^e Conférence des parties à Varsovie devra être un engagement en faveur d'une augmentation urgente des financements publics destinés à l'adaptation.

L'engagement de 100 milliards de dollars est l'une des plus importantes sources potentielles de financements climat publics auxquelles les pays pauvres et vulnérables ont des chances d'accéder.

2 FINANCEMENTS DESTINÉS À L'ADAPTATION : COMBIEN ET POUR QUI ?

L'adaptation au changement climatique implique des coûts élevés. Sur la base de son travail dans des pays en développement, Oxfam sait que la montée du niveau de la mer contraint d'ores et déjà les populations à quitter leurs foyers dans la région du Pacifique, au Bangladesh et ailleurs. Les agriculteurs de nombreuses régions africaines sont confrontés aux conséquences dévastatrices de sécheresses prolongées. Les consommateurs pauvres de nombreux pays subissent régulièrement l'augmentation des prix des produits alimentaires suite aux impacts du changement climatique.

Combien ? 100 milliards de dollars, c'est un plancher, pas un plafond

Les estimations des coûts de l'adaptation dans les pays en développement oscillent entre 27 milliards de dollars à plus de 100 milliards de dollars par an au bas mot (voir le tableau 1). Les coûts véritables risquent d'être bien plus élevés que ces chiffres⁴. Là où il existe des études de cas et des évaluations nationales, nombreuses sont celles qui suggèrent des coûts d'adaptation dépassant les estimations mondiales existantes. Par exemple, l'étude NEEDS (étude nationale de l'économie, de l'environnement et du développement) de la CCNUCC estime que les coûts de l'adaptation pour le Nigéria se situeront à environ 11 milliards de dollars par an d'ici à 2020 (soit 10 % de l'estimation de la Banque mondiale pour le monde entier)⁵, tandis que le Kenya a estimé que le coût de son Plan d'action national face au changement climatique 2013–2017 (atténuation et adaptation) dépassera 12 milliards de dollars⁶.

Les émissions de dioxyde de carbone augmentent de 3 % par an, ce qui positionne le monde sur une trajectoire de réchauffement potentielle de 4°C ou plus au cours du XXI^e siècle. Les 100 milliards de dollars que se sont engagés à fournir les pays développés constituent une somme considérable, mais il est probable qu'elle sera inférieure à la quantité de financements nécessaires pour l'adaptation. En outre, cette somme est bien moins importante que la somme de financements publics requise pour catalyser les investissements privés plus importants nécessaires pour l'atténuation – qui dépasseront, selon les estimations, 1 billion de dollars à l'échelle mondiale. Pour cette raison, Oxfam estime que l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars devrait être tenu au moyen de fonds publics⁷.

Tableau 1 : Estimations des besoins de financement de l'adaptation dans les pays en développement

Source ⁸	Financement requis (milliards de \$ par an)	Calendrier et scénario	Notes
CCNUCC (2007)	27–66	Coûts d'ici à 2030, sur la base des scénarios A1B et B1 du Rapport spécial du GIEC sur les scénarios d'émissions (SRES).	Cette estimation se base sur des scénarios d'émissions que nous dépassons actuellement. Elle ignore de nombreux aspects importants de l'adaptation.
Parry <i>et al.</i> (2009)	54–198, plus 65-300 pour la protection des écosystèmes	Coûts d'ici à 2030, sur la base de CCNUCC (2007), mais modifiés pour tenir compte des préoccupations météorologiques .	Cette estimation tient compte des lacunes dans le scénario de la CCNUC ci-dessus. Il s'agit d'une estimation de coûts plus de cinq fois supérieurs à l'engagement de 100 milliards de \$.
Banque mondiale (2010)	75–100	Coûts entre 2010 et 2050 de l'adaptation à un réchauffement de 2°C.	Cette estimation se base sur un réchauffement de 2°C d'ici à 2050, mais nous sommes actuellement sur la voie d'un réchauffement supérieur.

Pour qui ? Les plus gravement touchés et les moins à même de payer

Les pays développés sont confrontés à des contraintes financières, certes, mais les ressources dont disposent la plupart des pays en développement pour faire face au changement climatique sont encore plus limitées. Le défi pour les pays les plus pauvres est tout particulièrement pressant, étant donné que nombre d'entre eux n'ont déjà pas les ressources suffisantes pour satisfaire les besoins fondamentaux de leurs citoyens, comme la santé, l'éducation et l'accès à l'eau.

Au cours des décennies à venir, des milliards d'habitants de pays en développement devront faire face à un manque d'eau et une pénurie alimentaire, ainsi qu'à des risques accrus pour leur santé et leur vie suite au changement climatique⁹. Les femmes, les enfants et les personnes âgées seront touchés de manière disproportionnée. Le financement climat est essentiel si nous voulons réduire et surmonter ces risques. Les pays développés doivent respecter leurs engagements, à savoir mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020, afin d'aider les populations vulnérables les plus touchées¹⁰.

Les pays développés sont confrontés à des contraintes financières, certes, mais les ressources dont disposent la plupart des pays en développement pour faire face au changement climatique sont encore plus limitées... nombre d'entre eux n'ont déjà pas les ressources suffisantes pour satisfaire les besoins fondamentaux de leurs citoyens, comme la santé, l'éducation et l'accès à l'eau.

Encadré 1 : Le déficit de financements publics internationaux destinés à l'adaptation dans les pays en développement

- Durant la période de trois ans du financement à mise en œuvre rapide (2010-12), les pays développés ont apporté environ 6 milliards de dollars de financements pour l'adaptation (soit 21 % du total), soit moins que le coût des Jeux Olympiques de Londres¹¹.
- Depuis 2003, la part du financement climat destiné à l'adaptation à travers des fonds climat dédiés est, selon les estimations, de seulement quelque 14 %, par rapport à celui de l'atténuation, qui est de quelque 77 %¹².
- La demande de soutien pour l'adaptation dans les pays en développement dépasse largement les fonds disponibles : les Programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) ont présenté les domaines dans lesquels les pays les moins avancés (PMA) ont des besoins immédiats en matière d'adaptation. Plus de 10 ans après l'engagement à financer pleinement les PANA, les montants engagés par les pays développés représentent moins de la moitié des fonds requis¹³.

Les flux internationaux de financement climat restent insignifiants lorsqu'on les compare aux sommes que les pays développés consacrent à leurs propres initiatives d'adaptation ou aux subventions pour les combustibles fossiles :

- Les Pays-Bas investissent au moins 1 milliard d'euros par an pour protéger les terres de faible altitude des inondations. En revanche, ils n'ont apporté que 60 millions d'euros au soutien à l'adaptation dans les pays en développement entre 2010 et 2012¹⁴.
- L'Australie prévoit de dépenser 12 milliards de dollars entre 2008 et 2018 en mesures d'adaptation nationales rien que pour l'eau. L'Australie a apporté 300 millions de dollars à l'adaptation dans les pays en développement entre 2010 et 2012¹⁵.
- En 2011, les subventions européennes pour la production d'énergies polluantes se sont élevées à 26 milliards d'euros (42 milliards de dollars), selon les estimations – ce qui dépasse la part revenant à l'UE de l'engagement de 100 milliards de dollars¹⁶.

3 LES FINANCEMENTS PRIVÉS ET L'ENGAGEMENT DE 100 MILLIARDS DE DOLLARS : UN « TRIPLE COUP DUR » POUR LES PLUS PAUVRES

Le fait de trop dépendre des financements privés pour concrétiser l'engagement de 100 milliards de dollars risque fortement de compromettre la satisfaction des besoins d'adaptation des plus pauvres. Cela est dû au fait que les financements privés auront du mal à satisfaire les besoins essentiels en matière d'adaptation des populations pauvres et marginalisées de tous les pays en développement ; ils privilégieront

les mesures d'atténuation plutôt que l'adaptation ; ils privilégieront aussi les pays en développement les plus riches présentant de meilleurs terrains d'investissement.

Les financements privés sont trop souvent mal adaptés aux besoins des plus pauvres

La résilience des personnes pauvres au changement climatique dépend de services essentiels de base et de biens publics qui requièrent des fonds public. Les plus pauvres sont par ailleurs souvent mal connectés aux marchés, et les approches communautaires d'adaptation qui ne rapportent pas au niveau interne ont peu de chances d'attirer des investissements de la part du secteur privé. C'est pour ces raisons qu'il est vital d'obtenir des financements publics considérables, même lorsqu'il y a des opportunités de partenariats public-privés et d'investissements privés.

Les services essentiels et les biens publics ont besoin de financements publics

Le changement climatique engendrera des besoins plus importants en matière de services essentiels et de biens publics, comme l'eau, les soins de santé, la protection sociale, les infrastructures de base et la préparation aux catastrophes. Ils doivent être abordables, de qualité adéquate et accessibles aux personnes en ayant le plus besoin.

Selon les estimations, deux tiers de la population du monde n'a pas accès à des mesures de protection sociale adéquates (y compris des prestations de santé)¹⁷. Or, ces mesures sont cruciales pour renforcer la résilience face aux chocs climatiques et aux pressions sur les moyens de subsistance, et pour protéger les populations face au développement des maladies liées au climat¹⁸. Dans les pays en développement, ces services de base sont principalement financés et assurés par l'État, en particulier dans les systèmes les plus redistributifs et les plus performants¹⁹.

Il est essentiel d'élargir les systèmes de réduction des risques de catastrophe et d'alerte précoce, afin que les plus pauvres et les plus marginalisés soient mieux préparés à faire face aux chocs climatiques. Bien qu'il soit possible que le secteur privé investisse dans quelques mesures de réduction des risques pour protéger ses propres opérations, les investissements privés ne garantiront jamais une couverture complète de qualité suffisante. C'est pourquoi FEWS NET – le système prééminent d'alerte précoce contre la famine – est mis en œuvre par des entreprises privées mais entièrement financé grâce à des fonds publics provenant d'USAID.

Le changement climatique aura de grandes répercussions sur la qualité et la disponibilité de l'eau dans les pays en développement et les investissements dans l'eau seront probablement les mesures d'adaptation requises les plus coûteuses²⁰. Des recherches menées par l'Overseas Development Institute (ODI) indiquent que le secteur de l'eau dans la plupart des pays en développement n'est pas attractif pour les

investisseurs privés, « du fait du faible prix de l'eau, ainsi que des risques associés considérables (p. ex. sur les plans physique, des communautés, des réputations, géopolitique et de la réglementation) »²¹. Dans les pays les plus pauvres en particulier, les investissements privés ont été extrêmement faibles. Par exemple, au cours des dix dernières années, seulement 16 projets financés par des investissements privés dans le secteur de l'eau, d'une valeur totale de 141 millions de dollars, sont parvenus au stade de clôture des comptes en Afrique subsaharienne²². La portée très limitée des investissements privés dans le cadre de la fourniture d'eau dans les pays les plus pauvres constitue un obstacle majeur aux investissements dans l'adaptation, ce qui signifie que des financements publics considérables seront essentiels.

Dans les pays en développement, l'adaptation vient intensifier la pression qui s'exerce sur des infrastructures de base déjà sous-financées²³. Selon une étude²⁴, la construction et l'adaptation des infrastructures pour qu'elles puissent faire face à un climat en mutation, au moyen de barrières anti-inondations, par exemple, sont souvent très coûteuses. Ces infrastructures présentent souvent des avantages pour l'économie et l'ensemble de la société qui vont au-delà de l'investisseur privé et requièrent donc une contribution financière publique considérable.

Les personnes en situation de pauvreté sont mal connectées aux marchés

Les acteurs du secteur privé dans les pays en développement ont un rôle essentiel à jouer au moment de renforcer la résilience de leurs propres opérations, y compris des chaînes d'approvisionnement dont ils dépendent. Pour un secteur comme l'agriculture, qui est vulnérable face aux menaces croissantes liées au climat dans tous les pays en développement, cela présente un moyen incitatif et une justification clairs pour les investissements privés. Ces investissements sont essentiels, mais ils ne constituent qu'une partie de la solution.

Rien ne garantit que des marchés fonctionnels apporteront toujours des avantages aux populations pauvres, mais pour que cela soit déjà possible, il faut au moins que ces dernières soient connectées aux marchés. Cependant, dans de nombreuses zones susceptibles de présenter des besoins importants d'investissement dans l'adaptation, soit les marchés ne fonctionnent pas, soit les communautés les plus pauvres ne sont pas connectées aux marchés.

L'agriculture est un bon exemple. À l'échelle mondiale, on estime à 500 millions le nombre de petites exploitations qui soutiennent environ deux milliards de personnes²⁵. Entre 2 et 10 % d'entre elles sont connectées à des chaînes de valeur existantes – les autres sont marginalisées et exclues des marchés formels²⁶. À peine 2 % des producteurs de maïs d'Afrique australe dominent le marché du maïs²⁷. Étant donné que les entreprises n'ont guère de raisons de vouloir travailler avec les petits producteurs les plus pauvres et les moins prêts pour le marché, ou de vouloir les soutenir, le financement public a un rôle considérable à jouer au moment de fournir des services d'adaptation et un soutien à ces producteurs.

L'adaptation communautaire a peu de chances d'attirer des investissements privés

L'adaptation ne peut être résolue en se contentant d'adopter des approches directives. Les stratégies doivent satisfaire les besoins communautaires et les besoins de ceux qui subissent de façon disproportionnée les effets du changement climatique, notamment les femmes. L'adaptation communautaire présente un certain nombre de défis pour le secteur privé. Les processus d'évaluation des besoins, de prise de décisions et de planification sont complexes, demandent une consultation considérable et supposent des coûts de transaction élevés. Ils représentent un modèle de fonctionnement différent de celui qui est généralement associé au secteur privé. De plus, l'adaptation communautaire se fait en général à trop petite échelle ou de façon trop fragmentée pour intéresser le secteur privé, et les activités de projet identifiées ne donnent pas toujours des occasions d'investissement privé (voir l'encadré 2). L'adaptation communautaire peut considérablement renforcer la résilience des communautés touchées, mais elle requiert invariablement des investissements publics, ou tout au moins des moyens incitatifs robustes pour la participation du secteur privé, conjugués à un soutien public considérable.

Encadré 2 : Un projet d'adaptation communautaire au Bangladesh souligne l'importance du financement public

Le NAPA du Bangladesh se concentrait sur la réduction des risques relatifs au changement climatique au moyen du boisement du littoral avec la participation des communautés²⁸. Une analyse des activités du projet montre que la plupart d'entre elles se concentrent sur des mesures axées sur les personnes, comme des programmes de foresterie sociale et le renforcement des capacités. À part peut-être les activités qui fournissent des semences ou des connaissances spécialisées, une formation et des technologies pertinentes pour l'agriculture, les activités de projet du NAPA ne présentent pas d'opportunités évidentes pour l'investissement par le secteur privé²⁹. Il est difficile d'inciter le secteur privé à investir dans l'adaptation et le renforcement des capacités communautaires. Il convient de remarquer que tous les projets de boisement communautaires qui ont été financés au Bangladesh ont été soutenus par des fonds publics provenant du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds pour les pays les moins avancés et du gouvernement national.

Les financements privés privilégient l'atténuation plutôt que l'adaptation

L'adaptation et l'atténuation requièrent l'une et l'autre un soutien financier et une action d'envergure de la part des secteurs public et privé. Cependant, les analyses des flux d'investissements privés mondiaux actuels mettent en évidence une préférence pour l'atténuation plutôt que pour l'adaptation.

- L'ODI a récemment compilé des données sur 73 initiatives visant à utiliser des fonds publics pour mobiliser des financements climat privés. Sur ces investissements, plus de 99 % ont été consacrés à

des projets d'atténuation³⁰.

- L'étude Climate Finance Landscape 2013 estime que le secteur privé a fourni près de 62 % des flux de financement climat mondiaux en 2010-11 (224 milliards de dollars), et que la totalité de cet argent était destinée à l'atténuation. Ce rapport reconnaît que le financement privé de projets d'adaptation existe, mais qu'il est difficile de suivre et d'estimer le niveau de ce financement³¹.

Encadré 3 : Pourquoi l'adaptation dans les pays en développement soulève des difficultés pour les investissements du secteur privé

Certaines caractéristiques des activités d'adaptation présentent des difficultés pour les investissements du secteur privé, en particulier dans les pays les plus pauvres.

L'adaptation demande souvent une intervention dans des domaines dont la responsabilité incombe traditionnellement au secteur privé.

De nombreuses activités d'adaptation apportent des avantages à l'économie du pays et à sa société en général, avantages qu'aucune entité unique du secteur privé ne peut ni ne devrait financer, comme la protection sociale ou le rétablissement/la protection des écosystèmes. Bien que le secteur privé puisse être un partenaire de mise en œuvre, les interventions de ce type ne sont pas et ne devraient pas être régies par des marchés et des principes axés sur les bénéfices. C'est pourquoi elles requièrent des fonds principalement publics.

Les marchés sont limités ou n'existent pas : Le secteur privé joue un rôle considérable dans des secteurs clés, avec un potentiel d'atténuation dans tous les pays, dans le secteur énergétique en particulier. En revanche, dans de nombreux domaines de l'adaptation (comme les écosystèmes ou l'eau) et dans les PMA en particulier, les marchés sont limités ou ne fonctionnent pas, de sorte qu'il est difficile d'introduire des moyens incitatifs et des mécanismes pour les investissements du secteur privé.

Les horizons à long terme des investissements et le caractère incertain des impacts du changement climatique : Les horizons de planification des activités de certaines entreprises peuvent être trop courts pour prendre en compte les impacts à long terme du changement climatique³². L'incertitude sur la manière dont le changement climatique se manifesterait au niveau local peut aussi accroître les coûts d'investissement et rendre difficiles à quantifier les questions fondamentales relatives au risque et aux rapports. Ces facteurs engendrent des barrières qui entravent l'investissement du secteur privé dans l'adaptation³³.

Coûts de transaction élevés : Les activités d'adaptation sont complexes et varient d'un endroit à l'autre, et demandent souvent des connaissances détaillées sur les communautés locales. Cela peut entraîner des coûts de transaction prohibitifs.

En se concentrant sur la mobilisation de financements privés – qui a été destinée presque exclusivement aux activités d'atténuation des effets – on risque d'intensifier le manque d'attention actuel dont souffre l'adaptation.

Les schémas historiques ne peuvent pas être le seul indicateur d'opportunités futures. Mais la contribution marginale des financements privés à l'adaptation des pays en développement à ce jour, conjuguée aux défis présentés ci-dessus, soulève des préoccupations réelles concernant le potentiel d'une augmentation considérable. En se concentrant sur la mobilisation de financements privés – qui a été destinée presque exclusivement aux activités d'atténuation – on risque d'intensifier le manque d'attention actuel dont souffre l'adaptation.

Les pays à faible revenu risquent d'être oubliés par le secteur privé

Les investissements du secteur privé sont répartis de façon inégale parmi les pays en développement³⁴. Les investissements intérieurs et transfrontaliers les plus élevés vont aux économies émergentes. Ce sont les pays pauvres qui attirent le moins d'investissements étrangers et qui ont des secteurs privés formels plus réduits et moins bien établis.

- Les flux mondiaux d'investissements étrangers directs (IED) en 2012 s'élevaient à 1,35 billion de dollars, dont les PMA ont reçu 1,9 %³⁵. Sur la période 2000-2010, la part des PMA des flux d'IED n'était que de 0,96 %³⁶.
- Le secteur privé formel dans les pays les plus pauvres est nettement moins développé que dans les pays en développement les plus riches, ce qui présente un défi pour les investissements privés³⁷. Par exemple, en 2011, la valeur par habitant des investissements des secteurs public et privé (sans compter l'IED) était considérablement plus basse dans les pays à faible revenu (119 dollars) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (526,4 dollars) que dans les pays à revenu élevé (6 751 dollars)³⁸.
- L'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale est un classement imparfait, mais il illustre le fait que les pays les plus pauvres sont moins attractifs pour les investisseurs privés. En 2013, les pays à revenu élevé et intermédiaire occupaient des classements moyens de 40 et 83 respectivement, sur un total de 185 pays, tandis que seulement deux pays de faible revenu figuraient parmi les 100 premiers³⁹.
- Les PMA ont attiré une minuscule fraction des investissements du Mécanisme de développement propre, dont l'écrasante majorité est allée aux pays en développement les plus riches, qui rapportent plus et dont on estime qu'ils comportent des risques inférieurs. La Chine a obtenu plus de 50 % des investissements à ce jour, et l'Inde presque 20 %⁴⁰.
- Les recherches menées par l'ODI sur 73 initiatives relatives au financement climat utilisant des fonds publics pour mobiliser des financements privés ont constaté que 84 % des investissements allaient vers des pays à revenu intermédiaire⁴¹.

Si la mobilisation de financements privés devient une priorité dominante dans le cadre de la réalisation de l'engagement de 100 milliards de dollars, à court et moyen terme, les flux continueront d'aller vers les pays en développement à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure... tout est axé sur la poursuite de l'argent et des occasions d'en mobiliser plutôt que sur la satisfaction des besoins.

Encadré 4 : Les flux d'IED ne correspondent peut-être pas aux priorités en matière d'adaptation

Non seulement les pays pauvres attirent peu d'IED, mais il ne semble y avoir guère de possibilités de réorienter ce qu'ils arrivent à obtenir vers le renforcement des capacités d'adaptation, car c'est souvent dans des secteurs qui ne reflètent pas leurs priorités en matière d'adaptation. En 2011, le Bangladesh a attiré 1,1 milliard de dollars d'IED⁴². Il ne semble y avoir guère de chevauchement entre les flux d'IED actuels et les domaines d'adaptation prioritaires. Par exemple, l'agriculture n'a reçu que 5,6 millions de dollars – 0,5 % des IED totaux du Bangladesh – et la construction encore moins. De même, sur les dix secteurs identifiés par le Conseil d'investissement du Bangladesh comme présentant un fort potentiel

d'investissement, seul le secteur agroalimentaire était pertinent pour l'adaptation⁴³.

Le Népal reçoit la plus faible quantité d'IED pour la région d'Asie du Sud – 95 millions en 2011⁴⁴. Selon des calculs basés sur les données disponibles du Département de l'industrie pour 2011, les domaines d'adaptation prioritaires ne reçoivent guère d'investissements. L'industrie manufacturière et le secteur énergétique en reçoivent la plus grande quantité (38 % et 21 % respectivement), tandis que les IED dans le secteur de l'agriculture sont les plus faibles : 1 % des afflux totaux⁴⁵.

À mesure que les pays les plus pauvres se développent sur le plan économique, les conditions pour l'action et l'investissement dans l'adaptation par le secteur privé s'amélioreront, et les cadres et moyens incitatifs en matière de politiques et de réglementation peuvent contribuer à favoriser ce développement. Mais pour créer des environnements favorables à l'investissement, il faut une capacité gouvernementale considérable, laquelle est plus faible dans les pays les plus pauvres. L'échelle de la transformation requise dans de nombreux pays pauvres est telle que les investissements du secteur privé ont peu de chances de remplacer le besoin primordial d'un soutien public considérable pour l'adaptation à court et moyen terme – même dans le cas des pays qui connaissent un développement rapide.

Si la mobilisation de financements privés devient une priorité dominante dans le cadre de la réalisation de l'engagement de 100 milliards de dollars, à court et moyen terme, les flux continueront d'aller vers les pays en développement à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, car c'est là que se trouvent les opportunités d'investissement les plus immédiates : tout est axé sur la poursuite de l'argent et des occasions d'en mobiliser plutôt que sur la satisfaction des besoins. Ces effets distributifs risquent d'intensifier le versement inéquitable de financements climat, lesquels ont jusqu'ici privilégié les économies émergentes et oublié les PMA⁴⁶.

4 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

On observe un enthousiasme croissant de la part des pays développés concernant le rôle que les financements privés peuvent jouer pour faire de l'engagement de 100 milliards de dollars une réalité. Mais pour ce qui est de l'adaptation dans les pays et les communautés les plus pauvres du monde, il n'y a actuellement guère de données qui soutiennent les attentes élevées en présence, à savoir que les financements privés seront en mesure de donner les résultats escomptés à l'échelle requise.

Les financements publics ont un rôle majeur à jouer dans la prestation de services essentiels, de biens publics et d'autres activités qui sont essentielles pour renforcer la résilience des pauvres face au changement climatique. Avec de robustes cadres de politiques générales, le financement public est aussi essentiel pour concrétiser le potentiel des investissements du secteur privé dans l'adaptation.

La mobilisation de financements privés est un moyen, pas une fin. Il existe un risque réel que se limiter à la mobilisation de financements privés entraînera l'abandon des plus pauvres.

Si les financements publics ne sont pas accrus, les personnes vulnérables seront privées d'un soutien vital. Cela amoindrira également la confiance et la possibilité d'un accord mondial et efficace sur le climat en 2015 qui soit applicable à tous⁴⁷.

La 19^e Conférence des parties ayant lieu à Varsovie en novembre 2013 doit transformer l'ambiguïté en action en faisant avancer des stratégies pour l'augmentation des financements publics destinés à l'adaptation et en proposant des garanties quant à la réalisation des engagements de soutien crucial au cours des années à venir.

Lors de la 19^e Conférence des parties :

- **Les parties doivent convenir d'orienter vers l'adaptation un minimum de 50 % du total des financements climat publics.** Cela constituerait une reconnaissance de l'importance vitale que revêtent les financements publics pour l'adaptation et l'objectif serait de remédier à l'attention insuffisante accordée actuellement au soutien financier. En convenant d'allouer au moins 50 % de ces fonds à l'adaptation, on veillera à ce que, à mesure que le pot des financements publics se développe (ou s'il reste réduit), l'adaptation pourra compter sur une part plus équitable du soutien essentiel⁴⁸.
- **Tous les pays développés doivent préciser les financements climat publics qu'ils fourniront pour la période 2013-2015.** Il s'agit de la plupart des pays qui ont fait des annonces politiques à Doha et qui doivent maintenant renforcer leurs engagements. Les engagements doivent être nouveaux, s'ajouter aux engagements d'aide déjà existants, et pris de manière transparente et comparable.
- **Les parties doivent convenir d'une feuille de route mondiale pour l'augmentation des financements climat publics entre 2013 et 2020.** Les 100 milliards de dollars constituent un engagement collectif, de sorte qu'il faut une ambition et une obligation de rendre des comptes collectives pour le concrétiser. La feuille de route doit englober des cibles intermédiaires pour les niveaux de financements climat publics pour les années 2015 et 2017.
- **Les parties doivent convenir des étapes à suivre pour accéder à d'autres sources possibles de financement public afin de compléter les contributions budgétaires provenant des gouvernements.** Parmi les sources potentielles on peut citer : les revenus tirés de l'établissement de prix pour le carbone relatif aux émissions internationales des secteurs maritime et de l'aviation ; les revenus collectés grâce à la taxe de l'UE sur les transactions financières ; les revenus obtenus du système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE) de l'UE et d'autres programmes d'échange d'émissions ; la réorientation des subventions relatives aux combustibles fossiles ; et l'allocation des revenus obtenus en luttant contre l'évasion fiscale dans les pays développés.
- **Les parties doivent convenir d'effectuer une évaluation ascendante des besoins de financement pré-2020 et post-2020, y compris une évaluation de l'échelle potentielle des financements publics requis.** Cette évaluation devra être orientée par les plus récentes données scientifiques, et englober des scénarios pour différentes trajectoires d'émissions et de hausse des températures.

NOTES

La plus récente consultation de toutes les adresses URL a eu lieu en novembre 2013.

- ¹ La période de financement à mise en œuvre rapide engageait les pays à mobiliser 30 milliards de dollars de financement climat entre 2010 et 2012.
- ² Seuls le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège et la France ont fait des annonces à Doha sur leur versement de financements climat après la période de financement à mise en œuvre rapide. La plupart n'étaient guère détaillées et ne concernaient que 2013.
- ³ M. Forstater, S. Huq et S. Zadek (2009) « The Business of Adaptation », Londres : IIED, http://www.zadek.net/wp-content/uploads/2010/01/THE-BUSINESS-OF-ADAPTATION-BRIEFING-PAPER_November2009.pdf
- ⁴ Par exemple, la plupart des estimations relatives à l'adaptation ne tiennent pas compte des considérables implications des impacts catastrophiques du changement climatique, du réchauffement plus rapide, où des coûts des chocs soudains. M. Parry *et al.* (2009) « Assessing the Costs of Adaptation to Climate Change. A Review of the UNFCCC and Other Recent Estimates », <http://pubs.iied.org/pdfs/11501IIED.pdf>
- ⁵ CCNUCC (novembre 2010) « Synthesis Report on the National Economic, Environment and Development Study (NEEDS) for Climate Change Project », Bonn: CCNUCC, <http://unfccc.int/resource/docs/2010/sbi/eng/inf07.pdf>
- ⁶ Le total des coûts d'investissement estimés requis pour mettre en œuvre le Plan d'action national face au changement climatique est estimé à un billion de shillings kenyans (soit 12,7 milliards de dollars) entre 2013 et 2017. Gouvernement du Kenya (2012) « National Climate Change Action Plan 2013 - 2017 Executive Summary », http://cdkn.org/wp-content/uploads/2012/12/Kenya-Climate-Change-Action-Plan_Executive-Summary.pdf
- ⁷ Par exemple, voir les déclarations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) : « IEA urges governments to seize the opportunity to accelerate clean energy deployment », communiqué de presse, AIE, <http://www.iea.org/newsroomandevents/pressreleases/2012/april/name.26949.en.html>
- Et une étude menée par l'Imperial College London qui dit que la société peut éviter les pires effets du changement climatique si 2 billions de dollars par an (soit 1 % du PIB en 2050) sont investis : Energy Futures Lab and the Grantham Institute for Climate Change (2013) « Halving Global CO2 by 2050: Technologies and Costs », Imperial College London, <http://www3.imperial.ac.uk/climatechange/publications/collaborative/halving-global-co2-by-2050>
- ⁸ Voir : CCNUCC (2007) « Changements climatiques : impacts, vulnérabilités et adaptation dans les pays en développement », Bonn : CCNUCC, <http://unfccc.int/resource/docs/publications/impacts.pdf>; M. Parry *et al. op.cit.* ; Banque mondiale (2010) « The Costs to Developing Countries of Adapting to Climate Change. New Methods and Estimates », Washington DC: Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/2010/01/12563514/costs-developing-countries-adapting-climate-change-new-methods-estimates-global-report-economics-adaptation-climate-change-study>
- ⁹ CCNUCC (2007) *op. cit.*
- ¹⁰ Comme le décrit l'Accord de Copenhague : https://unfccc.int/documentation/documents/advanced_search/items/6911.php?preref=600005735#beg; and the Cancun Agreements: <http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/eng/07a01.pdf>
- ¹¹ Voir : Oxfam (2012) « The Climate 'Fiscal Cliff': An evaluation of Fast Start Finance and lessons for the future », Oxfam Media Brief, novembre 2012, Oxford : Oxfam International, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/oxfam-media-advisory-climate-fiscal-cliff-doha-25nov2012.pdf>
- Le Gouvernement britannique estime que le montant total investi dans les Jeux Olympiques de Londres s'élevait à 8,9 milliards de livres britanniques de la part du secteur public, et 3 milliards de livres de celle du secteur privé. Gouvernement britannique et maire de Londres (2013) « Inspired by 2012: The legacy from the London 2012 Olympic and Paralympic Game », https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/224148/2901179_OlympicLegacy_acc.pdf
- ¹² Le reste a plusieurs axes. Voir : Climate Funds Update « Focus of Funding », <http://www.climatefundsupdate.org/themes>
- ¹³ Quarante-neuf PANA ont été présentés jusqu'ici. Les coûts totaux des PANA pour les PMA sont estimés à quelque 2 milliards de dollars, mais seulement 775 millions de dollars ont été engagés (en juillet 2013), ce malgré l'engagement relatif à l'établissement du Fonds pour les PMA en 2001 pour « financer pleinement » les PANA. Voir : Fonds pour l'environnement mondial, « What is the Least Developed Countries Fund (LDCF)? », <http://www.thegef.org/gef/LDCF>
- Les sommes engagées ventilées se trouvent ici : <http://www.climatefundsupdate.org/listing/least-developed-countries-fund>
- ¹⁴ Voir : La proposition de budget du Fonds du delta du budget de l'État pour les Pays-Bas (State Budget Delta Fund for the Netherlands) : http://www.rijksbegroting.nl/2014/voorbereiding/begroting.kst186664_16.html
- L'engagement de financement accéléré des Pays-Bas est indiqué dans un dépliant produit par le gouvernement : http://www.forestcarbonpartnership.org/sites/forestcarbonpartnership.org/files/Documents/PDF/Jun2010/10_05_2_8_Flyer_Fast_Start_CIM.pdf
- ¹⁵ Les chiffres indiqués sont en dollars US. Voir le projet australien « Water for the future » : <http://www.environment.gov.au/system/files/resources/2c587793-cb4a-4db4-9985-b30e959bf336/files/securing-water-future.pdf>
- L'engagement de financement accéléré de l'Australie est indiqué ici :

//www.climatechange.gov.au/sites/climatechange/files/files/Australia-FastStart-Report-2012-PDF.pdf

- ¹⁶ Voir Climate Action Network (2013) « Commissioner Oettinger censors Commission documents to support the fossil fuel industry », octobre 2013, <http://www.climnet.org/ets-articles-list-2/611-commissioner-oettinger-doctors-commission-documents-to-support-the-fossil-fuel-industry>
- ¹⁷ M. Bachelet (2011) « Social Protection Floor for a Fair and Inclusive Globalisation », Genève : International Labour Organisation, http://www.ilo.org/global/publications/books/forthcoming-publications/WCMS_165750/lang-en/index.htm
- ¹⁸ Par exemple paludisme, insolation et choléra. Le changement climatique contribue d'ores et déjà au fardeau mondial des maladies et des décès prématurés. Voir. U. Confalonieri *et al* (2007) « Human Health », dans M.L. Parry *et al* (eds.) (2007) « Bilan 2007 des changements climatiques 2007 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat », Cambridge : Cambridge University Press, <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4-wg2-chapter8.pdf>
- ¹⁹ Commission de l'OMS des déterminants sociaux de la santé (2007) « Challenging Inequity through Health Systems », Genève : OMS, http://www.who.int/social_determinants/resources/csdh_media/hskn_final_2007_en.pdf.
Aucun pays à revenu faible ou intermédiaire n'a obtenu l'accès universel ou quasi-universel aux soins de santé en Asie sans, par exemple, dépendre uniquement ou principalement de prestations du secteur public financées par les impôts.
- ²⁰ Voir, par exemple, l'analyse des coûts de l'adaptation en Afrique : S. Fankhauser et G. Schmidt-Traub (2010) « From Adaptation to Climate-resilient Development: The costs of climate-proofing the Millennium Development Goals in Africa », Londres : CCCEP et Grantham Institute, <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/publications/Policy/docs/PPFromadaptationFeb10.pdf>
- ²¹ I. Massa (2011) « Sub-Saharan Africa in global trends of water investment. Drivers and the challenge of the private sector », dans *European Report on Development*, Londres : ODI, http://erd-report.eu/erd/report_2011/documents/dev-11-001-11researchpapers_massa.pdf
- ²² Les investissements dans les pays en développement sont hautement concentrés en Chine (environ 60 % depuis 2001), et les pays à faible revenu qui reçoivent des investissements sont très rares. E. Perard (2012) « Private Sector Participation in Water Infrastructure: Review of the last 20 Years and the Way Forward », Public Private Infrastructure Advisory Facility, Washington DC : Banque mondiale, <http://ppi.worldbank.org/features/Feb-2012/Review-of-PSP-in-water-infrastructure-over-the-last-20-years.pdf>
- ²³ H. Strauss (2010) « Public and Private Financing of Infrastructure: Policy Challenges in Mobilizing Finance », EIB Papers, Luxembourg : Banque européenne d'investissement, http://www.eib.org/attachments/efs/eibpapers/eibpapers_2010_v15_n02_en.pdf
- ²⁴ Le coût de l'amélioration et de l'entretien des millions de kilomètres de routes secondaires et de sentiers de l'Afrique, dont on peut prévoir qu'ils vont encore se détériorer suite au changement climatique, n'a pas été calculé. P. Chinowsky et C. Arndt (2012) « Climate change and roads: A dynamic stressor-response model », *Review of Development Economics*, 16(3): 448-62.
- ²⁵ IFAD (non daté) « Food Prices: Smallholder Farmers Can Be Part of the Solution », <http://www.ifad.org/operations/food/farmer.htm>
- ²⁶ Voir : E. Sahan et M. Mikhail (2012) « L'investissement privé dans l'agriculture : pourquoi il est essentiel et quels sont les besoins », Document de discussion d'Oxfam, Oxford : Oxfam, p.4, <http://oxf.am/JC2>
Inspiré de recherches menées par : G. Jayadevan (2011) « Growing partnerships – private sector working with farmers in Sri Lanka », dans S. Baden *et al* (eds.) *Small Farmers, Big Change: Scaling Up Impact in Smallholder Agriculture*, Rugby : Practical Action Publishing, <http://oxf.am/wkZ>
- ²⁷ *Ibid.*
- ²⁸ Ministère de l'Environnement et des forêts (2005) « National Adaptation Programme of Action (NAPA) », Dhaka : Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, <http://unfccc.int/resource/docs/napa/ban01.pdf>
- ²⁹ En appliquant l'analyse de l'International Finance Corporation (IFC) des lieux où il pourrait y avoir des opportunités de marché, comme mentionné dans :
S. Patel (2011) « Climate Finance: Engaging the Private Sector », IFC, http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/cb_home/publications/publication_climatefinance;
Asian Tiger Capital Partners (2010) « A strategy to engage the private sector in climate change adaptation in Bangladesh », IFC, http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/IFC_pres_CC_PS_V8_Sep12010-IFC_%20sk.pdf
- ³⁰ Des initiatives du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne et des États-Unis, entre 2010 et 2012, ont été examinées. S. Whitley (2013) « Five Early Lessons from Donors' Use of Climate Finance to Mobilise the Private Sector », février : ODI, <http://www.odi.org.uk/opinion/7268-climate-finance-private-sector-donor-lessons>
- ³¹ Par ailleurs, le rapport indique que « la prédominance du secteur public dans la fourniture de financements pour l'adaptation vient de ses connaissances spécialisées de longue date en matière de prestation d'assistance au développement dans des zones concernées par l'adaptation ». Les lacunes dans le suivi des financements du secteur privé pour l'adaptation sont en parties liées au fait qu'« il n'y a encore guère de consensus sur ce qui compte comme financements pour l'adaptation ou... ce qui compte comme une intervention d'adaptation... la plupart des institutions n'ont pas encore de méthodologie adéquate pour mesurer le financement de l'adaptation ». B. Buchner *et al* (2013) « The Global Landscape of Climate Finance 2013 », Climate Policy Initiative, p. 12, <http://climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2013/>
- ³² S. Agrawala (2013) « Private Sector Engagement in Adaptation to Climate Change: Approaches to Managing

Climate Risks », OECD Environment Working Paper No. 39, Paris : OECD Publishing, <http://dx.doi.org/10.1787/5kg221jkf1g7-en>

- ³³ Des questions comme : L'avenir va-t-il être plus humide ou plus sec et quelles en seront les retombées pour la production agricole ? Où, quand et de combien le niveau de la mer montera-t-il et quelle en sera l'incidence sur la valeur de l'aménagement du littoral ? Et des incertitudes associées aux impacts locaux du climat – par exemple, s'il faut construire en vue de conditions plus humides ou plus sèches à l'avenir – accroissent le coût du capital, ce qui fait qu'il est encore plus difficile d'attirer des financements privés. Voir la discussion dans D. Helm (2010) *op. cit.*
- ³⁴ A. Atteridge (2011) « Will Private Finance Support Climate Change Adaptation in Developing Countries? Historical Investment Patterns as a Window on Future Private Climate Finance », Stockholm : Stockholm Environment Institute, <http://www.sei-international.org/mediamanager/documents/Publications/Climate/SEI-WP-2011-05-Private-Sector-Adaptation-Finance-ES.pdf>
- ³⁵ CNUCED (2012) « Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 : Les chaînes de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement », Genève : CNUCED, http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2013_en.pdf
- ³⁶ Analyse de l'auteur en utilisant des données tirées de la base de données de la CNUCED : <http://unctadstat.unctad.org/>
- ³⁷ Bien que cela puisse se révéler difficile, il est préférable d'utiliser des fonds publics pour mobiliser des investissements privés dans les secteurs privés intérieurs des pays en développement que de dépendre de coopérations transnationales, comme l'explique : J. Pereira (2013) « Pro-Poor Climate Finance: Is There a Role for Private Finance in the Green Climate Fund? », Washington DC: Friends of the Earth US et Pan African Climate Justice Alliance, <http://www.foe.org/news/archives/2013-04-pro-poor-climate-finance-is-there-a-role-for-private>
- ³⁸ J. Pereira (2013) *op. cit.*
Les données sur la formation de capital brut par habitant ont été élaborées par J. Pereira à l'aide de la Base de données d'indicateurs de développement de la Banque mondiale (2012).
- ³⁹ Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans Banque mondiale (2013) « Doing Business 2013 », <http://www.doingbusiness.org/custom-query>
- ⁴⁰ Voir : Statistiques de la CCNUC, (données au 30 septembre 2013), http://cdm.unfccc.int/Statistics/Public/files/201309/proj_req_byHost.pdf
- ⁴¹ S. Whitley (2013) *op. cit.*
- ⁴² CNUCED (2012) *op. cit.*
- ⁴³ Seules quelques-unes des opportunités identifiées étaient pertinentes pour l'action prioritaire d'adaptation dans le secteur agricole. Voir « secteur potentiels » du site Web du Conseil d'investissement du Bangladesh (Board of Investment Bangladesh) <http://www.boi.gov.bd>
- ⁴⁴ CNUCED (2012) *op. cit.*
- ⁴⁵ R. Adhikari (2013) « Foreign Direct Investment in Nepal: Current status, prospects, challenges », Working Paper No. 01/13, Kathmandu : SAWTEE, http://www.sawtee.org/Research_Reports/R2013-01.pdf
- ⁴⁶ Voir les données de Climate Funds Update sur les pays récipiendaires, <http://www.climatefundsupdate.org/country-pages>
- ⁴⁷ Un accord « applicable à tous » semble avoir peu de chances d'émerger si les pays en développement n'ont pas assisté à l'intensification de l'action en matière de financement durant la période précédant la conclusion de cet accord.
- ⁴⁸ Oxfam estime que l'engagement de 100 milliards de dollars devrait être tenu à travers des financements publics, et que l'échelle des financements publics requis pour l'adaptation dépasse les 100 milliards de dollars. Pour tenir cet engagement de 100 milliards de dollars, Oxfam est donc d'avis qu'au moins 50 % devraient être alloués à l'adaptation – autrement dit 50 milliards de fonds publics.

© Oxfam International novembre 2013

Ce document a été rédigé par Tracy Carty. Oxfam remercie Simon Bradshaw, Hannah Stoddart, Jon Mazliah, Prabin Man Singh, Monisha Biswas, Annaka Carvalho, Heather Coleman, Kelly Dent, Jan Kowalzig, Lies Craeynest, Tim Gore et Caroline Green pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-515-9 en novembre 2013.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.